

Company et Frank Rolph, président de la Rolph Clark Stone Co. Tous ces hommes consacraient aux affaires de leur pays tout le temps qu'ils passaient à Washington, sauf la durée de voyages pour des affaires se rattachant à la direction de la guerre. Ils avaient un bureau non loin de la Maison Blanche. Ce bureau était sans prétention, mais convenait parfaitement aux affaires du Canada. Ils avaient loué une maison et l'habitaient ensemble, mais en agissant ainsi, ils n'ont pas fait croire qu'ils ne représentaient pas le Canada et le peuple du Canada comme ils devaient être représentés à cette époque. Je ne prétends pas que notre ministre de Washington doive habiter une maison qui ne lui ferait pas honneur; mais il n'est pas nécessaire de dépenser de l'argent pour une belle maison, soit en la louant, soit en l'achetant, pour gagner le respect des Américains. Je crois que nous devrions débiter à Washington d'une manière sensée et pratique qui gagnerait la bonne opinion, non seulement de notre peuple, mais de tout le peuple des Etats-Unis.

Je considère ce crédit comme l'un des plus importants qui aient été soumis au Parlement au cours de cette session. Il me semble que l'attention du peuple canadien doit s'attacher à ce que nous faisons à ce sujet. A ce propos, je ne puis m'empêcher d'évoquer des souvenirs personnels. Quand j'étais jeune, Hart Almerin Massey, le grand-père de notre ministre à Washington, était un des meilleurs amis que j'aie jamais eus. J'étais intime avec lui et je lui dois le succès de mes débuts. Un projet comme celui-ci ferait frémir ses cendres. Son petit-fils ne peut avoir son jugement s'il pousse le Gouvernement à entreprendre cette dépense inutile et déraisonnable. En conséquence, je demande au Gouvernement de reconsidérer ce crédit afin de savoir ce que le peuple du Canada pense de ces dépenses. Il est certain qu'elles ne sont pas absolument nécessaires. Il ne s'agit après tout que d'une question de valeurs. Je demande au Gouvernement d'étudier la question sur une base d'affaires, de prendre l'avis de nos hommes d'affaires distingués et je suis certain que le Gouvernement sera de mon avis et dira: "Evitons cette dépense inutile".

M. SPENCE (Parkdale): Chaque fois qu'une discussion surgit à la Chambre, monsieur le président, nous entendons nos collègues de la droite raconter ce que les conservateurs ont fait ou ont dit autrefois. Je sais que le parti s'est contaminé lors de son contact avec le parti libéral pendant la guerre, et il a fait de nombreuses bévues. Je ne trouve pas à redire à ces erreurs commises en temps de guerre, mais je sais que c'est la seule circonstance où il soit arrivé au parti conservateur de se tromper. Toutefois je n'entends pas que le parti d'en face continue dans cette voie simplement parce qu'il nous est arrivé quelquefois dans le passé de faire des erreurs, car deux noirs ne sauraient faire un blanc. Nous n'avons pas besoin d'un ministre canadien à Washington. Ce que nous devrions faire serait d'y nommer un véritable canadien, rompu aux affaires, qui pourrait collaborer avec l'ambassadeur anglais et nous rendre le meilleur service possible. Mais non, nous voulons avoir un ministre plénipotentiaire à Washington, et j'imagine, il faudra acquérir et meubler un immeuble qui convienne à son rang, comme par exemple, il pourrait en avoir un s'il habitait Toronto, c'est-à-dire un édifice d'une valeur d'environ \$50,000. Je connais très bien la ville de Washington, où je suis allé à plusieurs reprises, et lorsque j'entends certains honorables députés parler de la plus-value qu'acquerraient les immeubles à cet endroit, je dois leur dire que Washington est aussi stationnaire qu'Ottawa, et l'on sait ce que cela veut dire.

L'honorable député de Toronto-Est (M. Ryckman) a fait observer que le Gouvernement, au pouvoir depuis dix ans, n'avait pas construit de bureau de douane à Toronto. Cet immeuble aurait coûté à peu près \$500,000 et, comme l'a dit M. Bertram, chef de la division des douanes de cette ville, un édifice convenable permettrait au pays d'économiser un million de dollars. Aujourd'hui, vous ignorez encore Toronto à ce sujet, de même qu'au sujet de l'amélioration du port, de la construction d'un mur de rempart; mais, lorsqu'il est question de dépenser \$500,000 pour l'acquisition d'un immeuble à Washington, le ministre des Finances est muet comme carpe, et cependant, lorsque nous lui demandons des fonds pour un édifice qui rapportera des revenus, il nous répond: "Il vous faudra vous adresser ailleurs."

Un MEMBRE: Où est situé Toronto?

M. SPENCE (Parkdale): Peu importe où se trouve Toronto; nous ne devons rien à personne. Comme je le disais, lorsque la Chambre est saisie d'une proposition tendant à la dépense d'un demi-million de dollars à Washington, le ministre des Finances garde le silence, mais lorsqu'ils nous faut des fonds pour des édifices publics indispensables au pays il nous parle de la difficulté qu'il y a à trouver des fonds. Nous, qui sommes dans les affaires, savons ce que nous acquittons en impôts...

L'hon. M. ROBB: J'en ai fait disparaître quelques-uns.

[L'hon. M. Ryckman.]